



*Bureau de représentation auprès de l'Union européenne*

c/o Parlement européen  
Rue Wiertz 50  
1047 Bruxelles  
T.: 0032 (0)2 284 2391

## LETTRE D'INFORMATION

*Travaux récents et à venir de l'Assemblée nationale  
sur les matières de l'Union européenne*

---

### Juin 2014

<b>A. Réflexions institutionnelles</b> .....	<b>2</b>
◆ Contribution de la commission des affaires étrangères au débat sur l'avenir de l'Union européenne	
<b>B. Espace de liberté, de sécurité et de justice</b> .....	<b>2</b>
◆ Résolution sur la proposition de règlement du 17 juillet 2013 relative à Eurojust	
◆ Proposition de règlement sur la protection des données : communication	
◆ Transposition de la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans les procédures pénales	
<b>C. Affaires économiques et monétaires</b> .....	<b>3</b>
◆ Rencontre parlementaire autour du manifeste pour une union politique de l'euro	
◆ Table ronde sur le projet de taxe sur les transactions financières	
<b>D. Politique commerciale extérieure</b> .....	<b>3</b>
◆ Résolution sur l'accord de libre-échange transatlantique : adoption	
<b>E. Énergie et transports</b> .....	<b>4</b>
◆ Écotaxe poids lourds : rapport final de la mission d'information de la conférence des présidents	
◆ Rapport d'information sur l'exploitation du gaz de schiste	
<b>F. Éducation et jeunesse</b> .....	<b>5</b>
◆ Table-ronde sur les jeunes et l'Europe	
<b>G. Visites de députés à Bruxelles</b> .....	<b>5</b>

---

## A. Réflexions institutionnelles

- Le mardi 21 mai 2014, Mme **Élisabeth Guigou** (SRC), présidente de la commission des affaires étrangères, a publié un **rapport d'information** constituant la contribution de sa commission au débat sur l'avenir de l'Union européenne. Le rapport reprend les analyses et propositions formulées par six grands laboratoires d'idées européens, à la demande de la présidente de la commission des affaires étrangères, dans la perspective de promouvoir l'Union politique et d'améliorer le contrôle démocratique des institutions et des politiques européennes.

Dans son avant-propos, Mme **Élisabeth Guigou** (SRC) souligne que, « dès le début de la mise en place des nouvelles équipes, il faudra clarifier et rendre efficace le mécano institutionnel et l'articulation entre les niveaux de responsabilité, excessivement complexifiés ces dernières années ». La rapporteure estime également que « ces équipes devront démontrer leur compétence en se concentrant sur l'essentiel, dans l'intérêt général européen, et dans un esprit de collégialité qui a parfois fait défaut ».

---

## B. Espace de liberté, de sécurité et de justice

- Le mercredi 14 mai 2014, la commission des lois a adopté à l'unanimité, sur le **rapport** de Mme **Marietta Karamanli** (SRC), la **proposition de résolution européenne** qu'elle a déposée sur la **proposition de règlement** relatif à l'agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust). Voir le **dossier** et lire le **compte rendu** de la réunion.

Dans son article 12, le traité sur l'Union européenne prévoit expressément que les parlements nationaux sont associés à l'évaluation des activités d'Eurojust. La commission des lois estime que les dispositions relatives à cette évaluation sont insuffisantes dans la proposition de règlement.

Elle se déclare favorable à la création d'une commission mixte d'évaluation. Cette instance serait composée, d'une part, de représentants du Parlement européen, membres de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, et d'autre part, d'un représentant de chaque parlement national, membre de la commission compétente en matière de justice et d'un suppléant. La commission souligne en outre certaines insuffisances de la proposition de règlement en matière de protection des données.

- Le mercredi 14 mai 2014, la commission des affaires européennes a entendu une communication de Mme **Marietta Karamanli** (SRC) sur le paquet législatif relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles. Lire le **compte rendu**.
- Le jeudi 15 mai 2014, sur le rapport de Mme **Cécile Untermaier** (SRC), l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité le projet de loi portant **transposition** de la **directive** du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au **droit à l'information** dans le cadre des **procédures pénales**. Le texte comporte également

une habilitation à prendre par ordonnance les dispositions nécessaires pour assurer l'application du règlement dit « **Dublin III** ». Consulter le [dossier législatif](#) et lire le [compte rendu](#) de la séance publique.

---

## C. Affaires économiques et monétaires

- Le mercredi 21 mai 2014, M. **Claude Bartolone**, président de l'Assemblée nationale, a accueilli une rencontre parlementaire pour une Europe plus démocratique autour du manifeste pour une **union politique** de l'euro, en présence de M. **Thomas Piketty**. Voir le [reportage photographique](#).

Dans son discours d'ouverture, il s'est déclaré favorable à la mise en place d'un exécutif européen chargé de piloter la politique économique et la politique de change, à un budget de la zone euro, à une politique monétaire plus soucieuse de la croissance et de l'emploi que de la rente, ainsi qu'à une mutualisation des dettes publiques. Qualifiant la zone euro de « *no man's land* institutionnel », il a estimé que « l'extension des pouvoirs de surveillance et de contrainte de la Commission sur les budgets nationaux implique la mise en place d'un Congrès des parlements nationaux de la zone euro. Il s'est réjoui de partager cette conviction avec les auteurs du Manifeste pour une Union politique de l'Euro ». Lire son [discours](#).

- Le mardi 20 mai 2014, la commission des finances a organisé, avec la commission des affaires européennes, une table ronde sur le projet de **taxe** sur les **transactions financières**. En lire le [compte rendu](#).
- 

## D. Politique commerciale extérieure

- Le jeudi 22 mai 2014, l'Assemblée nationale a adopté une **résolution européenne** sur le projet d'**accord de libre-échange** entre l'**Union européenne** et les **États-Unis d'Amérique**. Voir l'[analyse du scrutin](#) et consulter le [dossier préparatoire](#).

M. **André Chassaigne** (GDR), rapporteur de la commission des affaires étrangères, a rappelé qu'il avait déposé la **proposition initiale** avec MM. **François Assensi** (GDR), **Alain Bocquet** (GDR), **Bruno Nestor Azerot** (GDR) et **plusieurs de ses collègues**. Il a regretté qu'elle ait été « édulcorée, dénaturée, voire vidée de l'essentiel ». Il a déploré que la suspension des négociations ne soit plus exigée en vue de permettre une large consultation populaire.

Mme **Élisabeth Guigou** (SRC), présidente de la commission des affaires étrangères, a souligné que l'ouverture des négociations avait été décidée à l'unanimité par les États membres de l'Union européenne et que l'Assemblée nationale l'avait soutenue par sa **résolution** du 15 juin 2013. Rappelant qu'« une politique commerciale unifiée implique un négociateur unique », elle a estimé, que, « sauf si l'on se livre en permanence à des procès d'intention », le cadre de négociation obtenu par les autorités françaises « n'autorise pas que l'on agite constamment (...) l'épouvantail de ce futur accord ».

Mme **Danielle Auroi** (ÉCOLO), présidente de la commission des affaires européennes, a jugé que la proposition de résolution du groupe GDR « a le grand mérite d’alerter sur un certain nombre de problèmes ». Elle a indiqué que sa commission a créé un groupe de travail pour suivre ces pourparlers transatlantiques.

Le jeudi 15 mai 2014, M. **Hervé Gaymard** (UMP), Mme **Estelle Grelier** (SRC) et M. **Joaquim Pueyo** (SRC), membres de ce groupe de travail, se sont rendus à Bruxelles où ils ont notamment rencontré le directeur général du commerce à la Commission européenne et une large partie de son équipe de négociations.

---

## E. Énergie et transports

- Le mercredi 14 mai 2014, la **mission d’information** sur l’**Écotaxe poids lourds**, créée le 12 novembre 2013 par la conférence des présidents, a publié son **rapport** final.

M. **Jean-Paul Chanteguet** (SRC), président de la commission du développement durable et président-rapporteur de la mission, y souligne que « la mise en œuvre de l’écotaxe poids lourds française suscite une très forte attente au niveau européen ». Il constate en effet que, lorsqu’il entrera en vigueur, le réseau français soumis à redevance d’usage sera le plus long de l’Union européenne. Le rapporteur forme le vœu que, compte tenu de son caractère techniquement interopérable, ce soit alors ce système qui devienne, « sous l’impulsion de la Commission européenne, un modèle à suivre ».

Le jeudi 20 février 2014, M. **Jean-Paul Chanteguet** (SRC) avait conduit des entretiens à Bruxelles auprès de la Représentation permanente de la France auprès de l’Union européenne, auprès de la direction générale Transports et mobilité et de la Direction générale de la Concurrence de la Commission européenne ainsi qu’avec M. **Dominique Riquet** (FR/PPE), Vice-président de la commission des transports du Parlement européen.

- Le mercredi 14 mai 2014, la commission des affaires économiques a publié le **rapport** de la mission d’information sur l’impact économique de l’exploitation des **hydrocarbures de schiste** au niveau mondial.

Mettant en avant les besoins des industries énérgo-intensives, le rapporteur de la mission, M. **Frédéric Barbier** (SRC), souligne « la nécessité d’une prise de conscience européenne ». Le jeudi 27 mars 2014, il avait conduit des entretiens à Bruxelles à la Représentation permanente de la France auprès de l’Union européenne, auprès des directions générales de l’entrepreneariat, de l’environnement et de l’action climatique ainsi qu’avec le directeur général de l’Énergie de la Commission européenne.

---

## F. Éducation et jeunesse

- Le mardi 13 mai 2014, la commission des Affaires européennes a organisé une **table-ronde** sur les **jeunes** et l'**Europe**. En lire le **compte rendu**.

Le mercredi 2 avril 2014, M. **Philip Cordery** (SRC), membre de la commission des affaires européennes, a conduit à Bruxelles des entretiens sur l'**emploi des jeunes** auprès de la DG Emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne et auprès du cabinet de la commissaire en charge de l'éducation et de la jeunesse. Il s'est également entretenu avec la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats et avec Mme **Pervenche Berès** (S&D), présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen.

---

## G. Visites de députés à Bruxelles

- Le mercredi 4 juin 2014, M. **Didier Quentin** (UMP) se rendra à Bruxelles pour recueillir des renseignements sur la **politique maritime** de l'Union européenne.
- Le jeudi 5 juin 2014, Mme **Isabelle Bruneau** (SRC) effectuera à Bruxelles une visite d'étude relative à la **politique** de la **concurrence** et des **aides d'État**.
- Le mardi 1<sup>er</sup> juillet 2014, deux membres de la commission des affaires étrangères, MM. **Christian Bataille** (SRC) et **André Schneider** (UMP), se rendront à Bruxelles pour recueillir des renseignements sur les nouvelles données de la **géopolitique** de l'**énergie**.